

dont le *Quartal real* nous donne des extraits. Le vaillant roi reconnaît l'importance des échecs scabieusement, il appelle la dislocation de l'armée du centre "un grand malheur" et la chute d'Urgel, "une perte déplorable et de graves conséquences."

Mais quelle fermeté dans l'épreuve : "Il n'est point de difficultés ni de revers que nous ne puissions surmonter, notre foi et notre persévérance, parce que Dieu et l'Espagne sont avec nous."

Puis il suffit à Charles VII de quelques lignes pour esquisser le passé, le présent et l'avenir de sa cause : "Je temps et moi nous faisons deux," s'écriait Philippe II. "Voilà ce que je dis aussi, moi qui ai vu tomber don Amédée, la République, la Dictature, et qui aperçois déjà les symptômes de mort autour de la monarchie de mon pauvre cousin Alphonse."

Où, les symptômes avant-coureurs d'une chute prochaine apparaissent. Ils se résument dans le signe qui, d'après l'Évangile, marque les royaumes destinés à périr : la division.

Il y a longtemps que l'Espagne sort de champ de bataille aux partis les plus divers ; mais jamais, à aucun moment de l'histoire contemporaine, cette lutte n'a été plus dangereuse qu'elle ne l'est aujourd'hui par le caractère national de l'Espagne. Ce qui est grave, ce qui est menaçant dans la division qui éclate au sein de l'Alphonisme, c'est qu'on voit se former un parti nombreux et discipliné qui, sous prétexte d'apporter un concours plus ou moins sincère au régime nouveau, s'attache à grouper sous l'étiquette constitutionnelle toutes les forces révolutionnaires de l'Espagne pour les lancer à l'assaut de ce qui reste encore de son unité religieuse !

Ces révolutionnaires déguisés avaient besoin d'un drapeau et d'un chef. Ils ont arboré la Constitution de 1869 et pris pour patron... Serrano. Le choix d'un personnage aussi équivoque montre que la révolution sait se donner des représentants dignes d'elle. En son ordre, un ancien ministre d'Amédée, M. Sagasta, qui a rempli le règne trouble du prince piémontais de son duel politique avec M. Zorrilla, est à la tête du mouvement, et le mène avec une activité dévorante. De tous les points de l'Espagne, il fait affluer à Madrid des députations, qui viennent assiéger le gouvernement et, à la dernière réunion des députés, il annonce l'adhésion de 39 généraux, ce qui donne une jolie perspective de pronunciamientos.

On considère comme certain que, dans cette campagne, M. Sagasta marche de concert avec le duc de Montpensier. Triste révélation qui nous montre un prince d'Orléans en flagrant délit de conspiration avec un comte de la France. Car M. Sagasta est à Madrid la représentation avérée du parti le plus hostile à la France et, par conséquent, le plus rapproché de la Prusse.

Mais le fils de Louis Philippe continue à reproduire dans sa politique les méfaits de son père. Ce qui l'espère retrouver dans le triomphe de Sagasta, c'est une haute situation officielle. C'est à la cour de Séville où il pourra recommencer ses manœuvres de 1868 et travailler à faire de son neveu, qui va devenir son gendre, ce que les derniers maîtres du palais firent de nos rois faibles.

Il paraît que Canovas, de son côté, ne reste pas inactif. Plus il sent sa créature royale lui échapper, plus il fait d'efforts par la saisir, plus il cherche à tenir les rênes de sa dictature sur le pays.

Lequel l'emportera du *Sagastisme* ou du *Canavisme* ? c'est entre de telles factions que se trouve partagée aujourd'hui, la noble Espagne.

Mais ces factions, qui s'entre-déchirant ont un ennemi commun : Charles VII. Elles voient en lui, un ennemi acharné de la Révolution. Et de quelque nom qu'elles s'appellent, elles présentent le triomphe du Droit et de la Religion. Elles s'aperçoivent qu'il est si prochain que le nom seul du Roi légitime, éveillé leur colère.

Il faut songer à vous résigner, ô vous tous qui avez prostitué votre bras et votre honneur à la Révolution ; bientôt celui que vous maudissez, l'Espagne entière le verra et lui rendra grâce pour ses libertés reconquises, pour sa foi restaurée, pour sa grandeur renaissante !

En France, l'Assemblée nationale a repris ses séances au commencement de novembre dernier. Déjà elle a accompli quelque chose de bon.

Depuis longtemps, le système électoral produisait le plus funeste résultat en France. La votation par liste prévalait. Ainsi plusieurs arrondissements étaient adjoints à une ou plusieurs grandes villes, et de concert, à un jour fixé, dans cette division électorale, on devait voter pour telle liste renfermant les noms de plusieurs candidats, ou bien pour telle autre liste renfermant d'autres noms. Et ainsi, comme ces listes portaient des noms peu respectables, des impies, des hommes tout à fait indignes de confiance, se trouvaient favorisés d'une majorité de voix qui suffisaient pour les faire entrer au conseil de la nation.

Les amis de l'ordre réclamaient depuis longtemps contre ce mode d'élection et demandaient qu'on changeât le système de votation par liste pour la votation par arrondissement. C'est le système que nous avons ici en Canada. Chaque arrondissement ou chaque comté n'élit qu'un seul candidat, quelque soit le nombre de ceux qui se présentent.

La discussion a été ardente au sein de l'Assemblée Nationale. Le parti de la Révolution tenait au système de votation déjà existant et s'opposait à toute modification. Par ce système, en effet, il réussissait à faire passer ses hommes en annulant l'influence des habitants de la campagne pour celui des populations des villes, population toujours enthousiaste et facile à se laisser prendre au sophisme.

Au contraire, les partisans de l'ordre, de la tranquillité et de la paix travaillaient de toutes leurs forces à l'amélioration de la loi électorale, et à faire prévaloir le système de votation par arrondissement.

Après un débat de quelques jours, à la grande satisfaction des honnêtes gens, le système de voter par arrondissement a été appuyé par une trentaine de voix. C'est une victoire qui permettra d'en remporter d'autres.

En France encore, on a dû voter une loi sur la Presse qui n'a pas tout à fait le caractère qu'on pouvait attendre d'un gouvernement qui se donne pour conservateur. Néanmoins avec ce qu'il fait de bon, le système républicain se sent toujours du vico de son origine, et ne saurait faire oublier la Monarchie.

Cette législation sur la Presse, que l'on vient de sanctionner, manque de franchise. Si se plaignant sur le solide terrain des principes, on avait proclamé que la liberté n'est due qu'au bien, au vrai et à l'honnête, tandis que le mal, l'erreur ne peuvent réclamer la tolérance que dans une certaine mesure, il aurait été facile de faire une loi de vraie liberté. Mais la République ne peut s'empêcher d'être libérale ; en conséquence elle veut une liberté égale pour tous et pour tout. Or, cette liberté fait naturellement et toujours pencher la balance en faveur du mal et du désordre, et il faut pourtant conserver un peu d'ordre, si l'on veut vivre. Alors on se rattrape sur la répression, et l'on